



**PRÉFÈTE
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Unité départementale d'Indre-et-Loire**

Parçay-Meslay, le 12 novembre 2020

Le Chef de l'unité départementale

à

Madame la Préfète d'Indre-et-Loire
DCPPAT/bureau de l'environnement
37925 TOURS CEDEX 9

Objet :Rapport de fin d'instruction

RAPPORT DE L'UNITÉ DÉPARTEMENTALE D'INDRE-ET-LOIRE

Renouvellement et extension d'exploiter une carrière

SABLIÈRES PLOUX FRÈRES

VOUVRAY

Par lettre déposée en préfecture d'Indre-et-Loire le 30 octobre 2019,

la Société SABLIÈRES PLOUX FRÈRES, a sollicité une autorisation environnementale pour une exploitation de carrière, implanté sur le territoire de la commune de Vouvray.

À cet effet, une demande, à laquelle ont été annexées une étude d'impact, des études paysagère, acoustique et faunistique, une étude de dangers et une note de présentation non technique, a été déposée le 30 octobre 2019.

Suite au courrier du 10 décembre 2020 de l'inspection des installations classées, notifiant au pétitionnaire le caractère incomplet et irrégulier de son dossier, une version consolidée du dossier de demande d'autorisation environnementale a été déposée à la préfecture de l'Indre-et-Loire le 11 mars 2020. Le dossier de demande ainsi complété a été reconnu formellement régulier par l'inspection des installations classées le 14 avril 2020.

1. OBJET DE LA DEMANDE

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation environnementale prévue par l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

ZA n° 2 «Les Ailes»
25, rue des Ailes
37210 PARÇAY-MESLAY
Tél. : 02.47.46.47.00.
Mél : ud37.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr
www.centre-val-de-loire.developpement-durable.gouv.fr



Cette demande porte sur les procédures suivantes :

- autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- autorisation d'exploiter au titre des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ;

1.1. Situation de l'établissement au regard de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

	Rubrique	Alinéa	AS,A,E ,D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installatio n	Critère classement de	Seuil du critère	Unité du critère
Installations autorisées	2515	1	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 Kw	Installation de pré-lavage	E	245 kW	kW
	2510	1	A	Exploitation de carrière	carrière	A	80 000 tonnes/an maximum 70 000 tonnes/ an en moyenne Périmètre d'autorisation : 39,59 ha	
	2517	1	E	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. Surface supérieure ou égale à 10 000 m²		E	10000	m²

A Autorisation

E Enregistrement

1.2. Situation de l'établissement au regard de la législation des Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (loi sur l'Eau)

Les installations projetées relèvent des régimes prévus à l'article L. 214-3 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

	Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (opération)	Seuil sollicité
Installations projetées	1.1.1.0	D	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Le pétitionnaire sollicite la mise en place de 2 nouveaux piézomètres en complément de 2 autres piézomètres déjà existants.-
	1.2.1.0	D	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : Supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an	80 000 m³/an dans la nappe alluviale de la Loire.
	2.1.5.0	A	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : Supérieure ou égale à 20 ha	39,59 ha
	3.2.2.0	A	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m²	39,59 ha
	3.2.3.0	A	Plans d'eau, permanents ou non : Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Temporaire de 6 ha

A Autorisation

D Déclaration

NC Installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime

1.3. Description de l'établissement et historique administratif et foncier

La société **SABLIÈRES PLOUX FRÈRES** sollicite l'autorisation de renouvellement et d'extension d'exploiter pour une durée de 15 ans une carrière de sables et graviers alluvionnaires sur la commune de Vouvray dans le département d'Indre-et-Loire (37).

Cette demande concerne deux zones pour une superficie totale de 39,59 ha dont 29,9 ha seront exploitables. La zone au nord-est, d'une surface totale de 8,95 ha, correspond au renouvellement de l'autorisation actuelle et l'autre zone est sollicitée en extension pour une superficie de 30,64 ha. L'exploitation de cette carrière sera réalisée à ciel ouvert.

La production moyenne envisagée sera de 70 000 tonnes/an et la production maximale de 80 000 tonnes/an.

La demande d'autorisation environnementale concerne également :

- une demande d'enregistrement pour l'accueil des matériaux inertes extérieurs avec la mise en place d'une station de transit au titre de la rubrique 2517-1 des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- une demande d'enregistrement au titre de la rubrique 2515-1 des ICPE pour la mise en place des installations de prélavage des matériaux ;
- une demande d'autorisation au titre des rubriques 2.1.5.0, 3.2.2.0 et 3.2.3.0 de la nomenclature « loi sur l'eau » pour les aménagements liés à la carrière.

La carrière projetée s'implantera en milieu rural et sera entourée de parcelles agricoles cultivées. Les habitations les plus proches sont « La maison de la Varenne », « la maison de la Grenouillère », la maison inhabitée en bordure de la RD 952 et le hameau de « la Frillière » respectivement situés à 23 m à l'ouest des limites du périmètre d'exploitation en renouvellement, à 200 m à l'ouest du périmètre d'exploitation en extension, à 100 m au sud du périmètre d'exploitation en extension et 350 m au sud-est du périmètre d'exploitation en extension.

Pour ce qui est des capacités techniques, la société **SABLIÈRES PLOUX FRÈRES** dispose :

- De 2 carrières rattachées aux 2 sites de Production de Noizay (37) et Courbouzon (41) ;
- De 2 espaces Sables, Graviers & Galets situés à Amboise (37) et Vouvray (37).

Actuellement la société comprend 17 personnes dont 4 sur le site de la Varenne à savoir :

- 1 Directeur technique ;
- 1 chef carrière qui sera également conducteur d'engin ;
- 2 conducteurs d'engins pour les différentes opérations (décapage/réaménagement ou extraction et reprise du tout-venant).

L'emprise du projet se situe sur 395 910 m² comprenant une surface exploitable de 298 835 m². Les surfaces concernées sont figurées sur le plan en annexe.

Le capital social de la société SPF est de 150 000 euros. Ses capacités financières lui permettent d'honorer ses engagements. Elles sont notamment démontrées par la cotation Banque de France « G5+ » qui a été attribuée à la société SPF, G étant une cote d'activité et 5+ une cote de crédit. La cote d'activité G signifie que SPF a un chiffre d'affaires compris entre 1,5 et 7,5 millions d'euros.

Le plan de phasage, comprenant la localisation des installations de prélavage, est joint en annexe de ce rapport.

L'exploitation se déroulera en 3 phases de 4 années chacune prévoyant une remise en état final du site par remblaiement au niveau du terrain naturel.

1.1. Maîtrise foncière

Le pétitionnaire justifie de la maîtrise foncière du site d'implantation par les attestations foncières qui sont annexées au dossier de demande d'autorisation environnementale.

2. PROCÉDURE D'INSTRUCTION

2.1. Évaluation environnementale

Le présent projet est soumis à évaluation environnementale en vertu de la rubrique 2510 du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement.

L'autorité environnementale a émis le 30 avril 2020 un avis sur le dossier de demande d'autorisation environnementale. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis de l'autorité environnementale a conclu que le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est globalement proportionné au projet et aux enjeux en présence, et permet d'apprécier de façon satisfaisante les impacts du projet sur l'environnement et la pertinence des mesures prises pour les limiter. Le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés.

2.2. Enquête publique

L'enquête publique prescrite par arrêté en date du 26 juin 2020 s'est déroulée du 27 juillet 2020 au 4 septembre 2020 inclus.

L'enquête publique a concerné les communes suivantes :

- Vouvray (37))
- Noizay (37)
- Rohecorbon (37)
- Vernou sur Brenne (37)
- La Ville aux Dames (37)
- Montlouis sur Loire (37)

Dans le cadre de cette enquête publique, 1 personne s'est exprimée sur le projet de la société SABLIERES PLOUX FRERES selon les modalités suivantes :

- 1 personne s'est déplacée pour remettre un avis dans les registres tenus à leur disposition ;
- 1 courrier a été adressé au commissaire enquêteur ;

L'essentiel des observations exprimées lors de cette enquête publique présente un caractère favorable au projet.

Le commissaire enquêteur a donné un avis favorable au projet mettant en avant les éléments suivants :

- « L'impact de ce projet de demande d'autorisation d'exploiter une carrière sur les terrains de La Varenne tient bien compte de l'environnement, des différentes contraintes et servitudes du site et des enjeux locaux. Il est un prolongement de l'exploitation actuelle et permet ainsi de pérenniser une activité locale avec les emplois qui lui sont liés, tant de fourniture de matériaux que d'accueil de déchets inertes issus du BTP local. Il s'attache à réduire les déplacements routiers et à limiter les risques de pollution liés aux engins d'une part, mais aussi, par les mesures de contrôle mises en place, à l'apport des déchets inertes. Les mesures d'évitement, réduction et accompagnement mises en place et leur suivi ainsi que l'exploitation par relativement petites zones (6ha93 maximum) et la remise en état, réalisée au fur et à mesure, permettront de ne générer que de faibles effets et nuisances. Enfin, ce projet montre un intérêt particulier à la remise en état final des terrains ce qui devrait avoir un effet permanent positif sur l'environnement du site. »

2.3. Réponses apportées par le pétitionnaire

Compte tenu des conclusions du commissaire enquêteur, le pétitionnaire n'a pas été amené à apporter de nouveaux éléments de réponse.

2.4. Avis des conseils municipaux et des collectivités territoriales, ainsi que leurs groupements, intéressés

Les conseils municipaux des communes de La Ville-aux-Dames, Rochecorbon, Vouvray, et Vernou-sur-Brenne ont émis un avis favorable, respectivement en date du 31 août 2020, 2 septembre 2020, 9 septembre 2020, et 14 septembre 2020. Les conseils municipaux de Montlouis et Noizay n'ont pas fait de retour.

En date du 18 juin 2020, le Conseil Départemental a également émis un avis favorable.

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

Le titre 8 de l'arrêté préfectoral comprenant les mesures sur la création de 3 mares, du suivi batrachologique et du contrôle de la gestion agricole et de la fonctionnalité des prairies créées, sont des propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté, compte tenu des spécificités du projet.

4. AVIS DU SERVICES INSTRUCTEURS

La société SABLIERES PLOUX FRERES a déposé un dossier de demande d'autorisation environnementale concernant un renouvellement et une extension d'exploitation de carrière, qui détaille les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux risques chroniques ou accidentels prévisibles des installations.

L'inspection des installations classées émet un avis favorable sur la demande d'autorisation portant sur la rubrique 2510 et d'enregistrement sur les rubriques 2515 et 2517. L'abaissement du tonnage de la carrière actuelle qui est à 130 000 tonnes par an à 80 000 tonnes par an, dans le cadre du projet, permet la réalisation du projet au regard des quotas d'extraction dans le lit majeur disponibles dans le département de l'Indre-et-Loire en lien avec le SDAGE Loire-Bretagne depuis le 1^{er} janvier 2020.

5. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Au vu des éléments fournis par la société SABLIERES PLOUX FRERES dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'État et des réponses apportées par le pétitionnaire,

considérant :

- que la prolongation et l'extension d'une carrière arrivant à échéance justifie une procédure d'autorisation ;
- que le projet est compatible avec le schéma régional des carrières du Centre-Val-de-Loire ;
- que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

- que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme;
- que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

L'Inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie de l'exploitation de carrière projeté par la société SABLIERES PLOUX FRERES sur le territoire de la commune de Vouvray.

Dans ces conditions, l'Inspection des installations classées propose à Madame la Préfète d'Indre-et-Loire d'accorder l'autorisation environnementale sollicitée par la société SABLIERES PLOUX FRERES, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R 181-39 du Code de l'environnement, la note de présentation non technique de la présente demande d'autorisation environnementale et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur sont transmis, dans les 15 jours suivant la réception du rapport d'enquête publique, pour information à la commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation des sites et des paysages .

En application de l'article R 181-39 du Code de l'environnement, les dispositions du projet d'arrêté préfectoral peuvent être présentés à la commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation des sites et des paysages.

En vertu des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre premier du Code de l'environnement, la signature de l'arrêté préfectoral devra intervenir avant le 05/01/2021.

